

**Journée mondiale des personnes handicapées : Une journée dédiée à la sensibilisation et la compréhension du handicap**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 5 DÉCEMBRE 2023

1478

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Rencontre mensuelle de la DIRPA**

**La traque des terroristes continue**



**Retrait de la Minusma :**  
Le gouvernement fait le point avec l'ONU



**Tentative de coup d'État en Guinée-Bissau :**  
Embalo sera-t-il emballé ?



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**04** Décembre  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



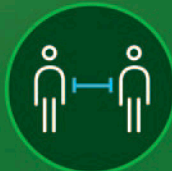
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**33**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.15



P.18



P.21



## / Une /

Rencontre mensuelle de la DIRPA  
La traque des terroristes continue

P.4

## / Breves /

Alliance des Etats du Sahel : Réussir là où le G5 Sahel a échoué  
Retrait de la Minusma : Le gouvernement fait le point avec l'ONU  
Coopération bilatérale:  
Le président de la transition reçoit une délégation ministérielle russe  
Libération totale du territoire national : La reconnaissance des griots aux FAMA

P.13

P.14

P.15

P.16

## / Actualité /

Journée mondiale des personnes handicapées  
Une journée dédiée à la sensibilisation et la compréhension du handicap

P.18

## / Politique /

Mali, le Burkina et le Niger :  
L'AES peut-elle être une alternative à la CEDEAO ?  
Rencontre ministérielle de l'AES : Les grandes recommandations

P.21

P.23

## / Culture & Société /

La saison froide  
Une période rude pour les déplacés

P.25

## / International /

Tension entre Cotonou et Niamey : Qui pour apaiser le climat ?  
Retrait de la force Est-Africaine de la RDC : Quand Assimi inspire Tshisekedi !  
Tentative de coup d'État en Guinée-Bissau : Embalo sera-t-il emballé ?

P.27

P.29

P.31

## / Sport /

Rigobert Song honoré au Mali :  
Un terrain de football porte son nom

P.32

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Rencontre mensuelle de la DIRPA

### La traque des terroristes continue

La Direction de l'Information et des Relations publiques de l'Armée (DIRPA) a tenu sa conférence de presse mensuelle avec les médias le lundi 4 décembre 2023 dans le but de fournir des informations précises au public sur la situation sécuritaire du mois de novembre 2023. C'était l'occasion pour le Colonel Souleymane Dembélé d'affirmer que les FAMA maintiennent leur présence sur le territoire pour lutter contre les groupes terroristes et qu'ils sont plus actifs

que jamais sur le terrain pour rechercher et neutraliser les combattants terroristes.

Au cours de cette rencontre avec les médias, le Colonel Souleymane Dembélé, responsable de la DIRPA, a fait le point sur les opérations qui ont permis de reprendre le contrôle de Kidal et sur les initiatives en cours pour renforcer les activités dans la région. Il a également noté que les activités économiques reprennent progressivement à Kidal et que le

premier convoi militaire de ravitaillement a atteint Kidal en toute sécurité après avoir quitté Gao.

Selon les informations fournies par le chef de la DIRPA, les trains continuent de fonctionner dans le sud du pays sous la protection des FAMA. De plus, la traque des terroristes dans les régions du Nord, en particulier à Kidal, a entraîné un déplacement des combattants vers l'ouest, où les groupes terroristes ont attaqué successivement le poste de Mourdiah



et tendu une embuscade les 30 novembre et 1er décembre 2023. Dans le théâtre Est, les FAMA ont repoussé avec succès des attaques terroristes contre 4 postes dans les localités de Labbezagan, Gossi, Tessalit et Ménaka le dimanche 3 décembre 2023. Selon le Colonel Dembélé, les opérations aéroterrestres ont désorganisé les assaillants et leur ont infligé de lourdes pertes lors de leur fuite. Plusieurs véhicules, motos et armes ont été récupérés. «Les terroristes

perdent du terrain sur l'ensemble du territoire et se tournent vers des exactions contre la population civile. Les FAMA assurent aux populations leur détermination à sécuriser tout le territoire ainsi que la libre circulation des personnes et des biens», a-t-il déclaré lors de la conférence.

Dans le théâtre Est, le Colonel Souleymane Dembélé a également assuré que les secteurs de Tessalit et Kidal sont sous contrôle. De plus, les

FAMA continuent de renforcer leur présence à Kidal avec l'arrivée la semaine dernière de détachements de la Protection Civile, de la Police, de la Gendarmerie et de la Garde nationale. Ce dispositif sera bientôt renforcé par les forces paramilitaires telles que la Douane, les Eaux et Forêts et l'Administration Pénitentiaire. Le réseau GSM, qui avait été saboté par les groupes armés terroristes, a également été rétabli. En ce qui concerne le théâtre Sud, le colonel Dembélé a



souligné que celui-ci a été opérationnalisé avec la mise en place, le vendredi 24 novembre 2023, du nouveau commandant. Ceci vient renforcer la chaîne de commandement dans les zones de défense N°3, N°4 et N°8.

Au même moment, a-t-il poursuivi,

dans le théâtre centre, on constate une diminution des attaques directes contre les FAMA mais une augmentation des exactions contre la population civile. Cela s'expliquerait par la situation sécuritaire que le pays vit actuellement dans le secteur de Kidal, avec le basculement des groupes ter-

roristes vers d'autres zones.

Cela s'est manifesté le 24 novembre dernier par les attaques simultanées des GAT contre les emprises à Goundam et à Niafunké.

■ **Siguéta Salimata DEMBÉLÉ**

## ■ Allah waly shop en gros et détails



LA GLOIRE DE DIEU  
DERNIÈRE NOUVELLE ,

La plus grande agence de voyages au KENYA est à la recherche de la nUnou #Rosie cette jeune femme Kenyane qui a réchauffé le cœur de tout le monde entier en étant une GRANDE Ambassadrice des travailleurs kenyans à travers le monde.

Le PDG de l'entreprise, Pancras Karema, révèle qu'ils envisagent de lui offrir des vacances gratuites et entièrement payées vers n'importe quelle destination de son choix».

Entre temps cette famille libanaise envisage également reversée une somme d'argent (prime) à la famille de Rosie au KENYA en guise de remerciements pour le bon travail de leur fille durant toutes ces années et la bonne personne qu'elle est.

La vidéo de sa séparation avec ses enfants a fait le tour du monde

Quand ton heure de gloire arrive c'est comme ça  
Ps : Dieu connaît récompenser ceux qui travaillent avec le cœur  
On craque ?  
#slyababe



## ■ Wassa TV



[ NÉCROLOGIE : DÉCÈS DU CHEF DES FAMILLES FONDATRICES DE B A - MAKO, LE DIMANCHE 03 DÉCEMBRE ]

C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris le décès du chef des familles fondatrices, Souleymane NIARE (diamanatigui), survenu ce dimanche 03 Décembre à Niaréla.

Au nom du bureau An biko, je présente mes condoléances les plus profondes à toute sa famille, ses collègues et à toutes les autorités coutumières de Bamako.

Qu'Allah lui accorde sa miséricorde et l'ouvre les portes du firdaws !

Fatoumata Batouly NIANE,  
Présidente du mouvement An biko.

#Batouly  
#An\_biko



## ■ Kounafoni 24



Si Embalo tombe, ADO va tomber.

## ■ BT Traore



**Un autre Valet de France sur le point de tomber**

## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a présidé ce lundi 04 Décembre 2023, la cérémonie de montée des couleurs, en présence du personnel du Département.

**Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI**



## ■ Malick Konate



39  
49  
59 et bientôt 69.  
#Bèki\_Takè

## ■ Primature du Mali



**PRIMATURE : MONTÉE DES COULEURS NATIONALES LA CITOYENNETÉ ENSEIGNÉE....**

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a présidé ce lundi 04 Décembre 2023 la cérémonie de montée des couleurs dans le jardin de la Primature à 7h30mn précises.

Cette cérémonie interrompue en raison de la COVID-19 se veut une tradition Citoyenne sur instruction du Président de la Transition qui se déroulera tous les 1er lundi du mois. En somme c'est une cérémonie simultanée qui a lieu dans tous les services publics à l'image de Kouilouba, de la Primature. Ici au bord du fleuve, la cérémonie s'est déroulée en présence de tous le personnel de la Primature avec à sa tête le Ministre Directeur de Cabinet M. Mohamed SIDDA DICKO. Le Chef du gouvernement a invité tous les responsables de l'administration publique à œuvrer pour le renforcement de la culture de la citoyenneté.





■ **Ambassade de Chine au Mali**



À l'invitation de M. Wang Yi, Membre du Bureau politique du Comité central du PCC et Ministre des Affaires étrangères, M. Aboulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali effectuera une visite officielle en Chine du 6 au 10 décembre.



■ **Ambassade de Chine au Mali**



Le 30 novembre 2023, M. Aboulaye Guindo, Secrétaire général du Ministère de la Santé et du Développement social et S.E.M CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine ont pris part à la Cérémonie de Remise de Diplôme de reconnaissance à la 28ème équipe et de Bienvenue à la 29ème Mission médicale chinoise qui a eu lieu à l'Hôpital du Mali. La Chine continuera à travailler avec le Mali pour approfondir la coopération sanitaire bilatérale et édifier une Communauté de Santé Chine-Mali.



■ **Coulibaly Samion**



Le sourire que tu fais quand tu rencontres quelqu'un qui te doit de l'argent.

Mais je tiens à vous dire qu'il reste ferme sur sa décision d'offrir une brique à tous ses compatriotes lorsqu'il sera aux affaires.

C'était un plaisir de rencontrer l'Ambassadeur Yeah Sa-make lors d'une brève apparition



## ■ Yeah Samake



UNE LUMIÈRE INNOVANTE DANS L'OBSCURITÉ: Proposition pour la fourniture efficiente et effective d'Électricité au #Mali

Au Mali, la transition politique actuelle fait face à un défi majeur : la fourniture d'électricité. Le pays est accablé par des délestages intempestifs, plongeant les Maliens dans des conditions de vie précaires. Ces coupures fréquentes d'électricité génèrent des plaintes et des lamentations dans les villes, soulignant l'apparente impuissance des autorités face à cette crise énergétique.

En tant que leader politique, je reconnais que la situation requiert bien plus que des plaintes ou des lamentations. Il est de ma responsabilité de proposer des solutions concrètes pour alléger les souffrances de mes compatriotes. Ainsi, je présente une proposition visant à améliorer la fourniture d'électricité à court et moyen terme, en mettant l'accent sur l'innovation et l'efficacité, tout en minimisant l'impact budgétaire national.

Ma proposition s'articule autour de la libéralisation totale du secteur de la production d'électricité. Cette libéralisation permettrait d'ajouter au moins 200 mégawatts supplémentaires au réseau national, avec un accent particulier sur l'énergie solaire. Cette approche nécessiterait un partenariat public-privé, rigoureusement réglementé, avec une participation gouvernementale à hauteur de 30 % des coûts d'investissement.

L'objectif est de développer des centrales solaires familiales, réduisant ainsi la dépendance aux sources d'énergie traditionnelles et coûteuses. En vertu de ce plan, 70 % des coûts seraient pris en charge par les particuliers, permettant ainsi une implication directe des citoyens dans cette initiative énergétique. Cette stratégie ne se limite pas seulement à résoudre les problèmes actuels de délestage ; elle vise également à promouvoir une source d'énergie durable et écologiquement responsable.

Cette proposition témoigne de notre engagement envers un Mali prospère et autonome. En adoptant des solutions innovantes et en encourageant la participation du secteur privé, nous pouvons non seulement surmonter les défis actuels, mais aussi poser les bases d'une croissance économique durable pour notre nation. C'est avec cette vision incrustée dans notre projet Audacieux pour la Paix, la Stabilité et la Prospérité

dans mon pays que nous nous engageons avec détermination à illuminer chaque foyer malien des villes et des campagnes et à redonner espoir à notre peuple.

Rappelons nous toujours #DIRIGERCESTSERVIR

### Niankoro Yeah SAMAKÉ

Analyste Politique  
Ancien Maire de ouélessébougou  
Ancien Ambassadeur

Candidat à aux Élections Présidentielles de 2013 et 2018  
Président d'Honneur du PACP



## ■ Awa Sylla



Quand vous allez finir de faire le reportage sur la Guinée Bissau revenez ici on va parler de notre problème de EDM.

## Afrik2tv



IL RAMASSE 14 MILLIONS DE FCFA ET SE REND AU PROPRIÉTAIRE :

Ça se passe à Abidjan. Il retrouve le 2 décembre dernier un sac de voyage contenant des habits et une somme de quatorze millions (14.000.000) francs Cfa, pendant qu'il revenait du champ.

Il répond au nom de Amidou Baraka. C'est un cultivateur de 30 ans qui ayant appris l'avis de perte s'est rendu chez le chef du village « à qui il retourne les sous. Ce dernier fait appel aux propriétaires qui étaient des étrangers venus dans la localité pour l'achat des sacs de soja ».

Les commerçants touchés par l'honnêteté du cultivateur lui donnent cent mille (100.000) francs Cfa en récompense de son geste. Il a refusé, affirmant avoir rendu l'argent par crainte de Dieu. Face à l'insistance des étrangers, le cultivateur finit par recevoir cinquante mille (50.000) francs Cfa, malgré lui. «

Source : Le Mboa D'abord



## Umaro Sissoco Embaló



@USEmbalo

Tout va bien à Bissau. Les acquis démocratiques sont respectés et maintenus. Des gardes militaires ont été positionnés aux sièges de la Télévision nationale et de la Radio de Guinée-Bissau pour sécuriser le changement de direction générale en cours.



## Moussa AG Acharatoumane



@Mossa\_ag

#Urgent - #Ménaka - #Daesh : A la suite de la bataille d'hier, nous avons découvert parmi les corps abandonnés par les terroristes de #daesh dans sa débandade celui de son Émir Militaire ( Chef d'état-major ) le tristement célèbre ADAMOU DALLO alias #OUSSAMA DALLO alias #MODALO alias #Ekawel. Ce haut responsable de Daesh est originaire de Tirezawan-Mangeyze au Niger. Il a mené des opérations meurtrières notamment contre les localités d'Inatès et Tchitagodra au Niger , ainsi que l'attaque meurtrière contre les #FAMAS à #Indelimane dans la région de #Gao et Assaylal à Ménaka, l'embuscade contre le #MSA et le #GATIA à #Aderanboukane mais également l'attaque contre les forces spéciales #américaines à #Tango-tango ainsi que les massacres de populations civiles à #TAMALATE , #Talataye etc... La bataille de Ménaka d'hier menée par les forces de défense et de sécurité et les mouvements de la région restera dans l'histoire de la lutte contre cet hydre.

SALON DES  
**MEDIAS**  
DU MALI

**3** EME  
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI  
**2024**

l o a d i n g . . .

## Alliance des États du Sahel : Réussir là où le G5 Sahel a échoué

Alors que le processus d'opérationnalisation de l'Alliance des États du Sahel (AES) est enclenché, le G5 Sahel, déjà à l'agonie avec le retrait du Mali en mai 2022, semble promis à une « mort » inévitable avec les retraits du Niger et du Burkina Faso. Pour plusieurs observateurs, le sort du Sahel se joue désormais au sein de la nouvelle Alliance entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Depuis la signature de la Charte du Liptako-Gourma actant la création de l'Alliance des États du Sahel, le 16 septembre 2023, la page du G5 Sahel semble avoir définitivement été tournée dans la région. Après les retraits du Burkina Faso et du Niger le 29 novembre dernier après celle du Mali en mai 2022, l'organisation sahélienne est bloquée dans son fonctionnement et réduite uniquement au Tchad et à la Mauritanie. « La naissance de l'AES marque la fin du G5 Sahel. Déjà, il était mort depuis un bon bout de temps. Depuis que le Mali s'en était retiré, il n'y avait plus de continuité géographique. Maintenant, avec l'Alliance, il est sûr et certain que le G5 Sahel ne pourra pas survivre », tranche Dr. Alpha Alhadi Koïna, géopolitologue et expert des groupes extrémistes

au Sahel. Bakary Sambe, Directeur du Timbuktu Institute, est du même avis. « Cette alliance signe la mort du G5 Sahel. Il faut savoir que le Mali, le Niger et le Burkina Faso étaient des pivots du G5 Sahel. », appuie-t-il. Faire mieux que le G5 Sahel Selon Dr. Koïna, l'Alliance des États du Sahel, qui réunit les 3 pays du Sahel central et dont le financement repose entièrement sur les contributions de ses membres, contrairement au G5 Sahel, qui dépendait de financements externes, est mieux outillée pour atteindre les objectifs de sécurisation et de développement de la région sahélienne. « La mutualisation des efforts entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a déjà permis de réaliser des succès significatifs en matière de défense », a souligné par ailleurs le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop le 27 novembre, à l'ouverture des travaux des experts des pays de l'AES. En effet, les forces armées des trois pays mènent simultanément depuis quelques semaines des frappes intenses et ciblées sur les positions des groupes terroristes dans la Zone des trois frontières. Pour le chef de la diplomatie malienne, nul doute que l'AES engrangera à long terme des résultats probants pour la région, parce que c'est un « mécanisme innovant, avec un leadership et une appropriation véritablement africaine des solutions endogènes aux défis rencontrés par les pays de l'Alliance ».

Journal du Mali



## Retrait de la Minusma : Le gouvernement fait le point avec l'ONU

**Ibrahim Traoré en colère après la rencontre Macron-Nguema. En marge de la cop 28, qui se tient à Dubaï, Emmanuel Macron a échangé Avec Brice Clotaire Oligui Nguema, l'homme qui a chassé Ali Bongo Ondimba du pouvoir au Gabon. Le président français s'est fièrement affiché avec le putschiste gabonais. Les deux hommes ont parlé d'initiatives globales pour la protection des écosystèmes fragiles et la promotion des politiques environnementales durables.**

Le Colonel Abdoulaye MAIGA, Ministre d'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, a récemment tenu une réunion de travail avec une délégation de haut niveau de l'ONU dirigée par Monsieur Jean-Pierre LACROIX, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix des Nations Unies. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi du processus de retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les discussions ont principalement porté sur l'évaluation de la deuxième phase du désengagement de la MINUSMA, en mettant l'accent sur le retrait précipité de la MINUSMA des zones de Tessalit, Aguelhok et Kidal. Il a été mentionné le sabotage du système d'approvisionnement en eau du camp de Tessalit, la gestion des déchets laissés dans les camps, l'étape de la liquidation et la

poursuite de la coopération avec le Système des Nations Unies à travers les Agences, Fonds et Programmes de développement.

La délégation de l'ONU a évoqué la détérioration de la situation sécuritaire sur le terrain pour justifier ce retrait précipité. Cependant, le Ministre MAIGA a exprimé son regret face à cette situation, soulignant les conséquences néfastes sur la stabilité des localités et sur le processus de paix. Il a notamment mentionné l'abandon des éléments du Bataillon des Forces Armées Maliennes reconstituées ainsi que des équipements récupérés par des terroristes.

Le Mali a la responsabilité première d'assurer la sécurité des casques bleus, conformément à ses obligations en tant que pays hôte. Le Ministre d'État a rappelé le lourd tribut payé par les forces de défense et de sécurité du pays dans l'accomplissement de cette obligation de sécurisation du personnel, des installations et des biens des Nations Unies.

Le Ministre d'État et la délégation de l'ONU ont salué la convergence de vues sur l'objectif d'achever le processus de retrait de la MINUSMA d'ici le 31 décembre 2023. Ils ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts de coordination, de coopération et de concertation afin de mener à bien ce processus, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La rédaction



## Coopération bilatérale : Le président de la transition reçoit une délégation ministérielle russe

**Le chef de l'état, son excellence le colonel Assimi Goïta, président de la transition, a accueilli le samedi 2 décembre 2023, au palais de Koulouba, une délégation ministérielle russe. L'objectif de cette visite était d'échanger et de rassurer les autorités maliennes sur l'envoi imminent d'experts russes dans divers secteurs afin d'évaluer les opportunités de renforcement de la coopération entre la fédération de Russie et la république du Mali.**

Les semaines à venir promettent d'être très dynamiques au Mali, avec l'arrivée successive d'experts russes chargés d'évaluer les secteurs énergétiques, des transports, des télécommunications, ainsi que les mines. L'objectif principal est de traduire rapidement les engagements en actions concrètes afin de résoudre les problèmes majeurs auxquels le peuple malien est confronté.

À l'issue des sessions de travail entre les ministres de l'Économie, de la Défense, des Transports et des Télécommunications, une réunion élargie impliquant toutes les parties s'est tenue avec le Président de la Transition.

La délégation russe a exprimé sa satisfaction quant à la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), qu'elle considère comme un cadre idéal pour la coopération entre la Fédération de Russie et les États du Sahel. Selon

les émissaires de Vladimir POUTINE, cette Alliance offre une plateforme privilégiée pour lutter ensemble contre le terrorisme, un fléau qui sévit dans la sous-région depuis plus d'une décennie, et qui constitue la priorité absolue des autorités transitoires dans ces pays. Ils ont également souligné que l'AES favorisera le développement économique de la région.

La partie russe a également salué la reprise de Kidal, considérée comme le fruit du dynamisme de la coopération russo-malienne. Une coopération qui s'est renouvelée et renforcée sous la présidence de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition.

À l'issue de cette rencontre au Palais de Koulouba, d'importantes décisions ont été prises. Dans les deux prochaines semaines, une équipe d'experts russes atterrira à Bamako pour évaluer le système énergétique malien ainsi que d'autres domaines stratégiques tels que les mines, le trafic ferroviaire, les réseaux de télécommunication, etc. Dans le secteur agricole, des intrants seront rapidement fournis pour soutenir les agriculteurs maliens.

Le Président de la Transition a salué la détermination du Président russe à déployer une mission d'une telle envergure dans son pays pour des projets d'envergure. Tout en exprimant sa satisfaction du niveau actuel de coopération avec la Russie, le Président GOÏTA a souligné l'importance de la renforcer davantage.

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU MALI**



## Libération totale du territoire national : La reconnaissance des griots aux FAMA

La Fondation Babani KONE, en collaboration avec tous les Niamakalas du District de Bamako, a organisé une grande soirée de reconnaissance à l'Armée Malienne pour la libération totale du territoire malien. Cette grande soirée dénommée Sandiya a eu lieu, le samedi 02 décembre 2023, sur l'Esplanade du Centre International de Conférence de Bamako (CICB). Elle a enregistré la présence de plusieurs personnalités dont le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, le ministre de l'Artisanat et du Tourisme, M. Andogoly GUINDO, le Secrétaire Général du MDAC, le Général de Division Sidiki SAMAKE et de plusieurs directeurs de service.

L'objectif de cette cérémonie était de magnifier le rôle des FAMA pour la reprise des emprises de Kidal mais également de rendre un vibrant hommage bien mérité aux plus hautes autorités du pays pour leurs initiatives sagement préparées qui ont abouti à cette libération.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye MAÏGA a, au nom du président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, remercié chaleureusement les initiateurs de cette cérémonie riche en symbole.

Selon lui, la reprise de la ville de Kidal était un pas très

important dans la mission de l'Armée qui est d'assurer la sécurité de l'intégrité du territoire national après 10 ans de souffrance des populations.

Il a saisi l'occasion pour demander très humblement aux griots qui ont eu l'initiative d'organiser cet événement de les accompagner à sensibiliser davantage la population. Car a-t-il affirmé, quel que soient la force et la détermination de l'Armée, rien ne peut être fait sans la forte mobilisation et la détermination de la population. Il a également jugé opportune l'occasion de lancer un appel aux peuples malien à rester toujours mobilisé et fermement engagé afin de faire barrage aux manipulations de certaines personnes malveillantes dans le but de déstabiliser la Transition et encourager le soulèvement de la population.

Pour finir, le ministre d'Etat a invité tous les Niamakalas, au nom du ministre de la Réconciliation Nationale, le Colonel-major Ismaël WAGUE, à les accompagner à sensibiliser la population de Kidal ayant fui par crainte, de revenir dans leurs localités afin de mener une vie normale. Car comme a indiqué le président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA dans son message télévisé, que la mission des FAMA n'est pas encore achevée à Kidal puisqu'après la reprise de la ville, les interventions se poursuivront pour sécuriser davantage l'ensemble de la région mais aussi ses habitants et leurs biens, a poursuivi le ministre MAÏGA.

**1ère CI Oumou Diakité**  
DIRPA







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Journée mondiale des personnes handicapées : Une journée dédiée à la sensibilisation et la compréhension du handicap



**L**a Journée internationale des personnes handicapées est commémorée chaque année depuis sa proclamation en 1992 par la résolution 47/3 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Célébrée le 3 décembre dans le monde entier, cette journée vise à promouvoir la sensibilisation aux questions liées au handicap et à attirer l'attention sur les avantages d'une société inclusive et accessible à tous. Les

gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations de la société civile, les institutions académiques et le secteur privé sont encouragés à collaborer avec les organisations de personnes handicapées pour organiser des événements et des activités marquant cette journée.

Cette journée offre une occasion de sensibiliser et de comprendre le

handicap à l'échelle mondiale. Instituée par les Nations Unies, elle permet de réfléchir aux obstacles rencontrés par les personnes handicapées, mais aussi de mettre en avant leurs réussites, que ce soit sur le lieu de travail, dans les syndicats ou au sein de la communauté.

L'objectif principal de la Journée internationale des personnes handicapées est de sensibiliser le public aux



# Journée internationale des personnes handicapées

droits, à la dignité et à la situation spécifique des personnes handicapées à tous les niveaux de la société. Il s'agit également de favoriser la compréhension du handicap et de promouvoir une accessibilité qui permette aux personnes handicapées d'atteindre l'indépendance.

En 2023, l'UNESCO célébrera cette journée sous le thème «Unis dans l'action pour sauver et réaliser les objectifs de développement durable pour, avec et par les personnes handicapées». Ce thème vise à sensibiliser l'opinion publique, la communauté éducative et les étudiants aux problématiques liées à l'éducation des étudiants en situation de han-

dicap, ainsi qu'à mettre en avant les activités locales des associations et de la communauté éducative.

L'objectif de cette journée est donc de sensibiliser le public, la communauté éducative et les étudiants aux enjeux liés à l'éducation des étudiants en situation de handicap, tout en valorisant les initiatives locales menées par les associations et les communautés éducatives. Il s'agit de promouvoir la compréhension des personnes handicapées et de mobiliser un soutien en faveur de leur dignité, de leurs droits et de leur bien-être. Cette journée met également en lumière les défis auxquels sont confrontées les

personnes handicapées et valorise les actions entreprises par les associations et les gouvernements pour améliorer leur qualité de vie.

La Journée mondiale des personnes handicapées est donc une occasion de sensibilisation et de compréhension du handicap, visant à promouvoir l'accessibilité et l'indépendance des personnes handicapées. C'est également un moment pour valoriser les réussites et les actions entreprises pour améliorer la vie des personnes handicapées dans notre société.

■ **Siguéta Salimata DEMBELE**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL  
GRATUIT**

**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## Mali, le Burkina et le Niger

# L'AES peut-elle être une alternative à la CEDEAO ?

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso, après avoir porté sur les fonts baptismaux l'alliance des Etats du sahel, AES, s'apprêteraient certainement à tourner le dos à la CEDEAO. Comme l'atteste d'ailleurs les différentes rencontres et l'élaboration d'un programme de fédération autour des projets structurants.



**M**ieux encore le retrait avec fracas et à coups de renforts médiatiques du Burkina Faso du Niger, complétant à trois dont le Mali, du G5 Sahel en dit long sur les ambitions de ces trois pays. Tous les regards sont désormais tournés vers le sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO prévu à Abuja le 10 décembre 2023. Ce sommet, à n'en pas douter, prendrait contre le Mali, les mêmes sanctions que celles

prises contre le Niger après le coup d'Etat du général Abdouramane Tiani. Pour rappel le gouvernement malien avait décidé de façon unilatérale de reporter légèrement les élections censées mettre un terme à la transition. Donc les chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO jugeront de l'opportunité ou pas de la prolongation du délai de la transition au Mali avant de tirer toutes les conséquences du droit. Tout porte à croire que le glaive de la CEDEAO s'abattra

également sur le Mali.

En prélude au sommet de la CEDEAO et pour parer à toutes les éventualités, les trois Etats sahétiens ont non seulement renforcé leurs liens de coopération, mais aussi et surtout semblent prendre le taureau par ses cornes en quittant avec fracas le G5 Sahel, avant certainement de claquer la porte de la CEDEAO. Si tous les observateurs s'accordent à dire que le retrait des trois pays du G5

Sahel suit une certaine logique car cette organisation anti djihadiste n'a jamais produit les résultats escomptés, il n'en demeure pas moins qu'ils s'interrogent également sur l'opportunité de quitter la CEDEAO. Cette interrogation en appelle d'autres plus légitimes que les peuples de l'espace sahélien se posent, à savoir est ce que les autorités des trois pays mis sur le banc des accusés de la CEDEAO vont-elles pousser l'outrecuidance jusqu'à quitter la CEDEAO ? Qu'ont-elles à gagner en faisant le choix de l'AES au détriment de la CEDEAO ? Ont-elles la légitimité d'engager leurs peuples dans une telle aventure ?

Si nul ne peut affirmer avoir officiellement entendu les autorités des trois pays se prononcer en faveur d'un retrait de la CEDEAO, le renforcement des liens entre les membres de l'AES en dit long sur leur velléité sécessionniste. Le Colonel Assimi Goita, le Général

Abdouramane Tiani et le Capitaine Ibrahim Traoré ambitionnent de s'affranchir de la tutelle de la CEDEAO pour se lancer dans une aventure dont nul ne peut prédire la suite. Si pour certains cette voie est la meilleure pour les trois Etats car menant vers la souveraineté, pour d'autres cette option voire cette décision serait à la fois inopportune et saugrenue, car ne reposant sur aucune quelconque logique. Les dirigeants des trois pays réfléchiront trois fois avant de prendre la décision de quitter la CEDEAO. A la question de savoir qu'est ce que les trois pays ont à gagner en faisant le choix de l'AES au détriment de la CEDAO ? La réponse est qu'hormis la mutualisation des forces pour lutter contre le terrorisme, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont tout à perdre en quittant la CEDEAO. Pays sahéliens sans aucun accès à la mer les trois pays gagneraient à collaborer avec leurs voisins. Pour rappel la CEDEAO est aujourd'hui

la seule organisation en Afrique où les pays membres ont adopté un tarif douanier commun et où l'intégration socioéconomique est une réalité indéniable. La libre circulation des personnes et de leurs biens en est une autre. Donc une réflexion approfondie s'impose avant de prendre une quelconque décision. A la question de savoir est-ce que les autorités de ces trois pays ont la légitimité d'engager leurs peuples dans cette aventure sans issue, la réponse est non car aucun des trois régimes n'est issu des urnes.

En somme, si la création de l'AES a été saluée par les souverainistes, il n'en demeure pas moins qu'elle ne pourra remplacer la CEDEAO, qui a non seulement une quarantaine année d'expérience, mais aussi et surtout a réussi l'intégration économique dans son espace.

**Youssouf Sissoko**  
L'Alternance



## Rencontre ministérielle de l'AES : Les grandes recommandations

Les ministres des Finances et des Affaires étrangères de l'Alliance des Etats du Sahel se sont rencontrés, fin novembre dernier à Bamako. Objectif : discuter des perspectives pour le développement économique accéléré dans l'espace du Liptako-Gourma. Cette rencontre de haut niveau, a mobilisé des experts de la République du Burkina Faso, de la République du Mali et du Niger.



Les ministres des finances du Mali, du Niger et du Burkina Faso se sont réunis à Bamako, le 25 novembre pour discuter du développement économique avec en toile de fond, la création d'une banque d'investissement et d'un fonds de stabilisation monétaire. Instituée le 16 septembre dernier, à travers notamment, la signature de la charte de Liptako-Gourma, l'Alliance des États du Sahel (AES) œuvre pour la sécurisation, la promotion de l'indépendance économique et l'intégrité des États membres, à savoir, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Cette rencontre de haut niveau, qui a mobilisée les experts des trois pays avait comme principal objectif d'instaurer une synergie d'action entre les États membres de l'Alliance pour booster l'accélération du processus d'intégration économique et financière dans le Liptako Gourma. En effet, les ministres de l'AES ont examiné, lors des travaux, plusieurs projets structurants au bénéfice des peuples des États respectifs.

Pour parvenir à cela, les experts ont mis l'accent sur des thématiques

telles que : les échanges commerciaux, la circulation des personnes et des biens au sein de l'AES ; la Sécurité alimentaire ; la Sécurité énergétique ; la Transformation industrielle, potentialités et perspectives ; le Financement, intégration économique, arsenal réglementaire et réformes nécessaires.

### Les grandes recommandations

A la suite de ces travaux, les ministres membres de L'AES ont

formulé des recommandations à savoir : L'accélération de la mise en place de l'architecture juridico-institutionnelle et des mécanismes de financement des instances de l'AES ; l'amélioration de la libre circulation des personnes dans l'espace AES ; le renforcement de la fluidité et de la sécurité des corridors d'approvisionnement en luttant notamment contre les pratiques anormales et les tracasseries dans l'espace AES ; l'accélération de la mise en œuvre de projets et programmes énergétiques, Agricoles, hydrauliques, de réseaux de transport routier, aérien, ferroviaire et fluvial dans les Etats de l'AES ; la création d'une compagnie aérienne commune aux Etats de l'AES ; le développement des aménagements hydro agricoles d'intérêt commun dans l'AES pour booster la production agricole (bassins agricoles notamment ceux du fleuve Sourou, plaine de l'office Niger, bassin du lac Tchad, etc.) ; la construction et le renforcement des projets d'infrastructures (barrages, pistes rurales, routes, périmètres pastoraux, parc de vaccination des animaux, etc.) ; la mise en place d'un dispositif de sécurité alimentaire commun aux trois Etats de l'AES à travers des organes dédiés (stocks de sécurité alimentaire, Systèmes d'Alerte Précoce, observatoires des marchés agricoles) ; la réalisation d'infrastructures adaptées pour le développement du cheptel et la mise en place d'abattoirs modernes pour l'exportation de la viande et des produits dérivés de l'espace AES ; le développement des stocks de sécurité pour améliorer les capacités de stockages en hydrocarbures ; la mise en place d'un fonds pour le financement de la recherche et des projets d'investissements énergétiques et en matière de substances énergétiques notamment à partir de l'exploitation des ressources minières ; la réalisation des projets de centrale nucléaire civile à vocation régionale ; l'élaboration d'une stratégie commune d'industrialisation des pays de l'Alliance sont d'autres des recommandations formulées par les ministres de l'espace AES.

Toujours dans le cadre des recommandations, les ministres ont instruit la promotion du financement d'infrastructures communautaires par la DIASPORA ; la mise en place d'un comité d'experts pour approfondir les réflexions sur les questions de l'union économique et monétaire ; la promotion de la diversification des partenariats ; la création d'un fonds de stabilisation et d'une banque d'investissement de l'AES ; la mise en place d'un comité technique de suivi de la mise en œuvre des recommandations de cette réunion ministérielle.

### Un accent particulier sur l'interconnexion et la libre circulation des personnes et des biens

L'Alliance des États du Sahel se veut surtout être une Alliance des peuples de la zone du Liptako Gourma. Il faut reconnaître que les pays membres de cette Alliance ont une économie ouverte dans laquelle le commerce représente une place prépondérante dans leur produit intérieur brut (PIB). C'est pourquoi d'ailleurs, les autorisés de trois pays entendent par cette alliance mutualiser leurs forces pour mettre en place une économie forte, solide et durable.

Pour les trois pays en transition, l'AES est un moyen de tirer les leçons des expériences vécues afin d'instituer un espace économique sécurisé permettant d'amorcer un développement harmonieux qui répond aux aspirations et au bien-être des populations d'où la dynamique d'améliorer la connectivité entre les trois États de l'espace AES, à travers notamment, la conception et la mise en œuvre de programmes de réseaux routier, aérien, ferroviaire et fluvial.

Faut-il aussi rappeler que les trois pays regorgent d'importantes potentialités dans le domaine d'agriculture. C'est pourquoi, les autorités décident de faire de ce secteur un levier de la sécurité alimentaire dans l'espace

commun. Mais, ont-t-ils souligné des contraintes liées entre autres à la faiblesse des facteurs de production, aux chocs climatique et sécuritaire qui impactent négativement la production agricole dans les États membres de l'Alliance. Ainsi lors de la rencontre ministérielle de haut niveau tenue à Bamako, les experts et les ministres ont souligné la nécessité pour les trois pays de renforcer les mécanismes communs de riposte face aux crises alimentaires à travers le développement des aménagements hydro-agricoles d'intérêt commun afin de booster la production agricole et la mutualisation des réponses à l'insécurité alimentaire.

### Les ressources minières et pétrolières ne sont pas restées en marge

L'occasion était encore bonne pour les autorités des trois États membres de l'AES pour évoquer les questions énergétiques, minières et pétrolières. S'agissant de la situation énergétique, l'Alliance entend mettre en place des mécanismes pour fournir aux peuples de l'AES de l'énergie de qualité. Il faut noter que les trois pays du Sahel composant l'AES disposent d'une forte prédominance de la biomasse dans la consommation énergétique et de celle de la thermique dans le mix énergétique. Depuis un moment, ces trois pays sont confrontés à un taux très faible en ce qui concerne l'accès à l'électricité. C'est pourquoi, les responsables de l'AES n'ont pas manqué d'évoquer la question de l'énergie renouvelable dont ils ont un potentiel très important, notamment le solaire. Au-delà de l'énergie, les États membres regorgent aussi des réserves minières et pétrolières dont nul ne doute de l'importance. L'exploitation de ces réserves devrait bien être un tremplin pour les États afin de booster leur économie.

Ibrahim Djittéy  
Source : LE PAYS



## La saison froide Une période rude pour les déplacés

Nous sommes en décembre. Et déjà, la fraîcheur s'abat sur tout le pays. Les déplacés internes constituent l'une des couches les plus impactées par cette vague de froid. Ils sont logés dans des abris de fortune, et sont sans protection efficace contre la fraîcheur. Les enfants y sont les plus touchés sur les sites de Bamako et à l'intérieur du pays. Pour se protéger, ils demandent aux bonnes volontés des habits de protection.



**S**i la période du froid est bien appréciée par certains pour se retrouver au chaud en famille, chez les déplacés c'est le contraire. Cette période, comme celle de la forte chaleur, est un véritable calvaire. Sur les sites de déplacés, les abris faits à base de tôles ondulées et parfois de pailles ne protègent

pas assez contre le froid.

Ainsi, cette situation préoccupe beaucoup de déplacés. Ils sont nombreux à ne pas avoir d'habits et de couvertures contre le froid. Le site des déplacés de Faladiè Garbal à Bamako de par sa position géographique est exposé au froid.

### Le manque de couvertures, une urgence

Selon Sakou Sidibé l'une des responsables, les abris ne permettent pas de se protéger contre le froid, en plus les couvertures de protection manquent. « Nous avons beaucoup de difficultés, les couvertures

qu'on avait reçues sont déchirées et aujourd'hui nous avons besoin d'autres et aussi des pull-overs. » C'est ce qu'a affirmé cette dame. Elle ajoute qu'actuellement dormir à l'intérieur des tentes c'est comme se coucher à l'air libre.

Toujours sur le même site, de nouveaux déplacés viennent et ceux-ci manquent de tout. Les plus anciens avaient bénéficié de quelques couvertures de la part du service de développement social et de certaines organisations humanitaires. Mais selon Hamidou Dicko l'un des jeunes responsables, de nos jours, les couvertures reçues sont usées. Il indique que « ceux qui viennent d'arriver sont vraiment secoués par le froid, parce qu'ils n'ont rien apporter avec eux ».

### Des mêmes difficultés rencontrées partout dans le pays

Nous nous sommes rendus au centre Mabilen de Sogoniko à Bamako. Ici, c'est le même constat qui se dresse. Sur place nous avons échangé avec Bilal Koné arrivé récemment. Accompagné de ses deux femmes et de ses enfants, M. Koné n'a pas encore trouvé un local pour loger toutes ses épouses. Il appelle à l'aide car selon lui, les enfants

souffrent et manquent d'habits pour se réchauffer. « Nous souffrons beaucoup, moi qui vous parle, je n'ai pas de logement. J'ai deux femmes, une est dans une maison et l'autre n'a pas de logement. Le froid est un phénomène qui fatigue nos enfants car ils n'ont pas de quoi se protéger en terme d'habits. », déplore Bilal. Ce chef de famille avance également qu'à l'intérieur de leurs tentes, le froid rentre très facilement. « Nous avons vraiment besoin une assistance », lance-t-il.

Dans des localités de l'intérieur comme Douentza, Badiangara et Yorosso le froid frappe aussi ces déplacés qui ont fui les violences et tout laisser derrière eux. Et pour bien passer cette période de l'année, les déplacés ne demandent qu'une chose « des couvertures ». Ces femmes déplacées de Yorosso et de Koury lancent des appels à l'aide aux autorités et aux ONGs. Cependant, elles se soucient encore plus pour leurs enfants. « Nous sollicitons une aide dans pour protéger nos enfants », nous a confié ces mams.

### Des gestes simples qui sauvent des vies

Outre ces difficultés, c'est encore

pire dans certaines localités. C'est le cas dans la ville de San. Le site des déplacés est entouré par les eaux dans cette région. Une position qui accentue le froid dans ce camp. Le responsable des déplacés de San, Idrissa Sangaré nous affirme avec tristesse que les tentes ne sont pas efficaces pour se protéger. Selon lui, les conditions dans lesquelles ils vivent surtout pendant cette période, sont très compliquées. « Tous les déplacés qui viennent d'arriver n'ont pas encore eu un logement alors qu'il fait très froid. Nous sommes à côté de l'eau ici à San. » Ajoute le responsable.

Par ailleurs, en plus des déplacés du sud du pays, ceux qui vivent sur les dunes de sables au nord du pays souffrent également selon un agent du développement social de Tombouctou. Les spécialistes de la santé expliquent que le froid impose au corps de faire des efforts supplémentaires. Selon eux, le cœur bat plus vite pour éviter le refroidissement de l'organisme. Ce qui peut être un risque pour les plus fragiles comme les personnes âgées, les enfants et les malades.

Studio Tamani

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

## Tension entre Cotonou et Niamey : Qui pour apaiser le climat ?



**D**epuis le 26 juillet 2023, date à laquelle les putschistes ont renversé le président Mohamed Bazoum, les relations se sont détériorées entre le Bénin et le Niger, deux pays voisins et fraternels. C'est un secret de polichinelle. Les relations entre le Bénin et le Niger ne sont pas au beau fixe. Pendant des décennies, malgré quelques divergences, notamment liées au port autonome de Cotonou, considéré comme le «port naturel» de Niamey, ces deux pays fraternels ont réussi à maintenir des relations d'amitié et de fraternité solides.

Malheureusement, tout a basculé le 26 juillet dernier, lorsque les putschistes ont renversé le président élu pour s'emparer du pouvoir.

Le Bénin, attaché à sa tradition démocratique, s'est fermement aligné sur la position de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui exige le retour à l'ordre constitutionnel. Mais la junte ne l'entend pas de cette oreille. Depuis lors, rien ne va plus entre le Bénin et le Niger. Cette situation affecte les populations des

deux pays, condamnées à une interdépendance, qui ressentent durement cette tension et appellent de tous leurs vœux un réchauffement des relations diplomatiques.

Cette crise, qui a rapidement pris de l'ampleur, compromet les relations de bon voisinage qui ont toujours existé entre les deux États. À la frontière de Malanville, les barrières constituées de conteneurs et de blocs de béton érigés par Niamey sur la route sont le signe évident de la détérioration des relations entre les deux pays fraternels. Alors que

le Niger a pris des mesures pour se protéger d'une intervention armée de l'organisation communautaire, le Bénin est resté ferme sur sa position jusqu'à présent. Cela dure depuis près de cinq mois. Ce conflit, qui a éclaté incidemment, pourrait appartenir au passé si les dirigeants des deux États optent pour un assouplissement de leurs positions.

Outre le Bénin, le Nigeria, un autre pays frontalier du Niger, a également mis en garde les putschistes depuis le coup d'État.

### Appel à la libération du président Bazoum

Actuellement à la tête de la présidence de la CEDEAO, le Nigeria vient de demander la libération du président Bazoum, détenu par les militaires.

Le Nigeria, qui préside actuellement la Communauté ouest-africaine, a appelé les militaires au pouvoir au Niger à libérer le président déchu Mohamed Bazoum et à lui permettre de se rendre dans un pays tiers, a indiqué le ministre nigérian des Affaires étrangères.

Depuis son renversement le 26 juillet par un coup d'État militaire, il est séquestré avec sa femme et son fils dans sa résidence présidentielle à Niamey. «Nous demandons qu'ils libèrent Mohamed Bazoum afin qu'il puisse quitter le Niger», a déclaré le ministre Yusuf Tuggar lors d'une interview diffusée dimanche sur le site internet de la chaîne de télévision locale Channels Television.

«Il ne sera plus en détention. Il se rendra dans un pays tiers convenu d'un commun accord. Ensuite, nous pourrons commencer à discuter de la levée des sanctions», a-t-il ajouté.

Depuis le coup d'État du 26 juillet, le Niger est dirigé par un régime militaire dirigé par le général Abdourahamane Tiani.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait menacé d'intervenir militairement pour rétablir le président Bazoum dans ses fonctions, mais cela n'a pas été fait. Elle a éga-

lement imposé de lourdes sanctions économiques et financières contre le Niger.

«L'opportunité est là. Nous sommes toujours prêts et disposés à les écouter, la balle est dans leur camp», a souligné M. Tuggar.

Interrogé en haoussa par la BBC, le Premier ministre nommé par le régime au Niger a assuré que «rien de mal n'arrivera» à Mohamed Bazoum.

«Sur tous les coups d'État survenus au Niger, il n'a jamais été question de transférer le président déchu vers un pays étranger», a-t-il rappelé, citant les précédents présidents renversés dans ce pays qui a connu cinq coups d'État depuis son indépendance en 1960.

«Qui a dit qu'il ne sera pas libéré

un jour ? Il est détenu dans sa résidence présidentielle, sa santé est bien prise en charge. Quand viendra le moment de sa libération, il sera libéré», a ajouté M. Zeine.

Des membres de la famille du président renversé ont déclaré jeudi qu'ils n'avaient aucune nouvelle de Mohamed Bazoum depuis le 18 octobre et ont dénoncé des arrestations et perquisitions abusives visant certains d'entre eux.

Les dirigeants de la CEDEAO se réuniront le 10 décembre à Abuja, la capitale nigériane, pour discuter de la situation dans la région, où des militaires ont pris le pouvoir par des coups d'État au Mali, au Burkina Faso, en Guinée et au Niger depuis 2020.

**Binadjan Dombia**



## Retrait de la force Est-Africaine de la RDC Quand Assimi inspire Tshisekedi!



Le départ de la force Est-Africaine de la République démocratique du Congo (RDC) a été acté le 3 décembre 2023, ce qui satisfait les Congolais qui réclamaient depuis longtemps ce départ. Un premier groupe d'une centaine de soldats kényans de ladite force a quitté Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu, à destination de Nairobi. Bien qu'il n'y ait pas encore de calendrier précis, le retrait

de la force régionale Est-Africaine devrait se poursuivre dans les prochaines heures ou jours, d'autant plus que son mandat, qui n'a pas été renouvelé, prend officiellement fin le 8 décembre prochain.

Cette décision salutaire fait écho à ce qui s'est passé au Mali, où les autorités de transition ont demandé le retrait de la Force Barkhane française et de la Mission multidimensionnelle

intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), après 10 ans d'actions infructueuses contre les groupes armés terroristes. Le départ des forces africaines de l'Est est une victoire pour les peuples africains qui ne veulent plus de forces d'occupation, mais de véritables armées nationales.

Le départ des soldats de la Com-

munauté d'Afrique de l'Est de la RDC intervient non seulement alors que les combats continuent entre le M23 et les forces armées congolaises soutenues par des groupes de miliciens se présentant comme des patriotes, mais aussi en pleine campagne électorale en vue de l'élection présidentielle du 20 décembre prochain. Face à l'insécurité croissante due aux incursions meurtrières de groupes armés, le président Félix Tshisekedi a lui-même reconnu que les élections ne pourraient pas avoir lieu dans certaines localités confrontées à de forts défis sécuritaires, notamment dans le Rutshuru et le Masisi. Maintenant que la force de l'EAC est jugée inefficace et qu'elle est en train de faire ses bagages, que va-t-il se passer ? Les forces armées congolaises pourront-elles faire face aux rebelles du M23, qui bénéficient apparemment du soutien du Rwanda

? Rien n'est certain, surtout lorsque l'on sait que l'armée congolaise a parfois dû abandonner certaines de ses positions face aux attaques du M23.

Après le départ de la force régionale, nous attendons maintenant le début du retrait des soldats de la MONUSCO. Le président Tshisekedi a mis sur le déploiement des contingents de la Communauté d'Afrique australe (SADC), dont les contours tardent malheureusement à être définis, même si cela est prévu depuis le mois de mai dernier. De plus, sur le terrain, d'anciens militaires européens répartis dans deux sociétés privées, que les autorités congolaises présentent comme des « instructeurs », sont déployés depuis près d'un an. En tout cas, Kinshasa doit prendre ses responsabilités pleinement. Elle devra tout mettre en œuvre pour

que les Congolais, qui ne savent plus à quel groupe armé se tourner, ne regrettent pas le départ de la force Est-Africaine. Bien qu'il soit vrai que cette force n'est pas exempte de tout reproche, elle a réussi à empêcher la prise de Goma par les rebelles du M23, qui se trouvaient à seulement une vingtaine de kilomètres. Cela étant dit, après le départ de la force régionale, les Congolais attendent maintenant le début du retrait des soldats de la MONUSCO. Ces derniers sont également accusés d'inertie, tant par la population que par les autorités congolaises, qui leur demandent de partir. Conformément à l'accord signé entre Kinshasa et les Nations unies, le retrait des casques bleus de la RDC est prévu pour ce mois de décembre 2023.

**Binadjan Doumbia**



## Tentative de coup d'État en Guinée-Bissau : Embalo sera-t-il emballé ?

**D**ans une série d'événements qui se sont succédé rapidement, des militaires fortement armés ont pris le contrôle de la Télévision Nationale et de la Radio en Guinée-Bissau, plongeant le pays dans un état de confusion et d'incertitude. Cette prise de contrôle intervient trois jours après des affrontements qui ont dégénéré en émeutes, mettant en péril la stabilité politique du pays. Malgré les mesures prises par le président Umaro Sissoco Embalo, la situation demeure précaire et une tentative de coup d'État contre le président est en cours.

Le président Umaro Sissoco Embalo a réagi rapidement à la crise en dissolvant le Parlement, largement dominé par l'opposition. Cette décision a été prise lors d'une annonce faite le lundi 4 décembre 2023, après une réunion du Conseil d'État convoquée par le président au palais présidentiel, dans une tentative de prévenir tout scénario de coup d'État.

Cependant, malgré ces mesures, la situation demeure précaire. Des informations laissent entendre qu'une tentative de coup d'État est en cours contre le président Sissoco Embalo. Les militaires qui ont pris le contrôle des médias nationaux n'ont pas encore fait de revendications spécifiques.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a immédiatement réagi en condamnant fermement cette tentative de perturbation de l'ordre constitutionnel. Dans une déclaration émise depuis Abuja le 1er décembre 2023, la CEDEAO exprime sa profonde préoccupation face aux violences qui ont éclaté à Bissau et appelle à la stabilité.



La CEDEAO condamne catégoriquement la violence sous toutes ses formes et exhorte à l'arrestation et à la poursuite des auteurs de ces incidents conformément à la loi. La déclaration souligne également la pleine solidarité de la CEDEAO avec le peuple et les autorités constitutionnelles de la Guinée-Bissau.

Ces développements surviennent à la veille de la prochaine réunion de la CEDEAO sur le Niger, suscitant des inquiétudes quant à la stabilité régionale. La Guinée-Bissau rejoint ainsi la liste des pays africains

confrontés à des défis politiques majeurs, suscitant des préoccupations quant à l'avenir politique de la région.

La situation en Guinée-Bissau reste volatile et le monde observe de près l'évolution des événements. L'espoir d'une résolution pacifique de la crise et d'un retour à la stabilité politique demeure. La stabilité politique de la région de l'Afrique de l'Ouest dépend en partie de la résolution de cette crise.

**Moctar Sow**

## Rigobert Song honoré au Mali : Un terrain de football porte son nom

Le célèbre footballeur camerounais Rigobert Song a été honoré au Mali lors de l'inauguration d'un centre de sport et de loisirs à Bamako. L'un des terrains de jeux de ce complexe porte désormais le nom de l'ancien capitaine des Lions Indomptables du Cameroun.

Invité par Makan Magassouba, l'entraîneur principal des Lions Indomptables, Rigobert Song Bahanag s'est rendu à Bamako pour assister à cette cérémonie spéciale. Il a été rejoint par d'autres légendes du football africain, dont Khalilou Fadiga.

Rigobert Song s'est dit très honoré d'avoir été invité au Mali par son ami Makan Magassouba pour l'inauguration de ce centre de loisirs, notamment de football, appelé Foot loisirs SARL. Il a exprimé sa gratitude pour cet honneur qui lui a été fait.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée le samedi 2 décembre 2023 au complexe Foot-Loisir à Bamako, la capitale malienne. Makan Magassou-

ba, promoteur de ce complexe, a rendu hommage aux anciennes gloires du football malien en présence de Rigobert Song et Khalilou Fadiga.

Cet événement témoigne de la reconnaissance et de l'appréciation de Rigobert Song en tant que joueur de football emblématique, non seulement au Cameroun mais également dans d'autres pays africains. Son nom restera ainsi associé à ce terrain de football, symbole de son talent et de sa contribution au sport.

L'hommage rendu à Rigobert Song au Mali rappelle l'importance du football en tant que sport unificateur et source d'inspiration pour les générations futures. Les légendes du football africain continuent d'inspirer et de marquer l'histoire du sport sur le continent.

À travers cet honneur, Rigobert Song voit son héritage et son impact dans le monde du football

pérennisés. Son nom restera gravé dans les mémoires des fans de football au Mali et au-delà, rappelant ainsi les exploits et les succès de sa carrière exceptionnelle.

L'inauguration de ce centre de sport et de loisirs au Mali représente également un pas en avant dans le développement de l'infrastructure sportive dans le pays. Il offre de nouvelles opportunités pour les jeunes talents maliens de s'entraîner et de se développer dans un environnement propice à leur épanouissement.

L'hommage rendu à Rigobert Song au Mali à travers un terrain de football à son nom marque une étape significative dans la reconnaissance de son talent et de sa contribution au football africain. C'est un honneur mérité pour un joueur qui a marqué l'histoire du sport et qui continue d'inspirer les générations futures.

**Fatou Sissoko**







## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous semblez accaparé par votre travail, mais vous le voulez bien ! Dans vos conversations avec vos proches, vous n'avez que ce mot à la bouche. C'est bien beau de s'investir, de montrer qu'on peut compter sur vous, mais quand est-ce que vous allez récolter les lauriers ? En attendant votre prochain rendez-vous avec votre patron, partez vous oxygéner quelques jours, loin des dossiers et de la machine à café.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Il vous faudra faire preuve d'une grande patience au travail. Rien ne se passe comme vous l'aviez prévu. Restez calme. Vous mettre en colère ne vous servira à rien. Vous verrez que les choses s'amélioreront au fil de la journée. Finalement, vous pourriez même apprécier ce surcroît de travail et ce stress ! Vos supérieurs vont quant à eux vous remarquer et apprécier votre zénitude. Ils pourraient même envisager un nouveau poste.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aimez travailler, votre job vous convient parfaitement. À un point tel que vous générez, sans le savoir, quelques jalousies. Laissez les envieux parler. Cela les occupe pendant que vous tracez votre route. Vous avez beaucoup œuvré pour en arriver où vous êtes. C'est donc le moment d'en profiter. D'autant qu'il se murmure que votre attitude est très appréciée en haut lieu. Elle pourrait vous valoir une promotion. Voilà qui va encore faire jaser !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Ailleurs. C'est le maître mot de vos émotions professionnelles. Vous rêvez d'ailleurs, d'une nouvelle langue, d'une culture d'entreprise différente avec d'autres collègues. Résultat : vous n'êtes pas à prendre avec des pincettes. La première porte, que vous devriez pousser, est celle d'un organisme de formation. Vous pourriez combler vos envies d'ailleurs par un nouvel apprentissage. D'autant que cela vous permettrait sans nul doute d'y voir plus clair !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Même si vous avez déjà un emploi, il ne vous satisfait pas. Et vous aimeriez beaucoup changer. Et cette journée pourrait vous être très favorable pour cela. Vous pourriez trouver de bonnes opportunités pour un travail qui vous plaît vraiment beaucoup. Si vous ne travaillez pas, de belles offres seront disponibles. À vous de choisir celle qui vous convient le mieux. Vous avez toutes les chances pour décrocher le poste idéal.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Cette journée est placée sous le signe de la remise en question. Vous n'arrivez pas à contourner un problème, et vous décidez de tout remettre à plat. Cette stratégie s'avère payante puisque les pièces du puzzle finissent par s'assembler, pour votre plus grande satisfaction. Cette journée mobilise toutefois beaucoup d'énergie, attention au surmenage. Vous aurez mérité de vous récompenser du travail accompli, faites-vous plaisir.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vitalité et créativité sont vos atouts, vous menez plusieurs projets de front et avec succès. Si votre entourage professionnel a parfois du mal à suivre votre cadence, il vous soutient. Pensez tout de même à vous ménager des pauses, et n'hésitez pas à déléguer certaines tâches. Votre énergie est au beau fixe, mais elle a ses limites. Pour continuer à être performante, pensez davantage collectif, on ne vous en appréciera que plus.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre espace de travail vous déprime, et si vous lui donniez un coup de neuf ? De nouveaux stylos rigolos, une jolie plante, une lampe, des illustrations pleines de couleurs et quelques citations inspirantes vous donneront beaucoup plus envie de travailler ! Il suffit parfois de peu pour redonner un peu de vie à un espace, alors que soyez pro de la déco ou non, lancez-vous, vous ne le regretterez pas.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous allez vous retrouver face à de nouveaux challenges professionnels. Dépassez vos peurs, et ayez confiance en vous. Vous devrez parfois redoubler d'efforts, mais cela vous mènera à la réussite puis à une totale satisfaction. En attendant, avancez marche après marche pour savourer les petites avancées et rester positif. Votre entourage professionnel sera bienveillant, et vous pourrez compter sur lui, soyez-en sûr.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pourquoi avez-vous l'impression que votre boss est sur votre dos ? Si vous n'avez pas de boss, ce sont de vos partenaires dont vous doutez... Vous avez la folie des « Et si ». Un accès de paranoïa vous saisit. Détruisez-le, il est mauvais conseiller. C'est parfaitement inutile d'être en alerte. Rien de grave ne se profile à l'horizon. Vos collègues et collaborateurs jouent leur rôle, rien de plus. Si vous continuez, ce sont eux qui vont douter de vous !



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Ciel un peu couvert dans la sphère du travail. Après une période très intense, vous connaissez une baisse de forme. Vos projets avancent moins vite, et cela vous mine. Pas d'inquiétude, vous avez maintenu votre esprit créatif en sursis ces dernières semaines, il est normal qu'il se repose un peu. À être trop exigeante envers vous-même, vous risquez de vous mener droit au point de rupture. Lâchez du lest.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous faites du bon travail, et on vous promet un avancement qui tarde à arriver ? Ne ruminez pas avec vos collègues, ou pire, avec vos supérieurs, pour éviter de les froisser. Ce ne sont peut-être pas les seuls décideurs. Continuez de faire aussi bien qu'à votre habitude : cela finira par se décanter, et la promotion arrivera d'ici peu. Vous êtes bien placé, il serait dommage de tout gâcher pour une question de timing.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Kamena lève le voile!</b></p>	<p>1274 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Les enfants de Badalabougou servis</b></p>	<p>1275 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</b></p>	<p>1276 <b>Malikilé</b></p> <p><b>La grosse arnaque!</b></p>
<p>1277 <b>Malikilé</b></p> <p><b>242 filles et femmes installées</b></p>	<p>1278 <b>Malikilé</b></p> <p><b>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</b></p>	<p>1279 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</b></p>	<p>1280 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Les travaux débütent aujourd'hui!</b></p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23